

**Habités par une mémoire**  
**Mobilisés par un projet**



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. En cela, son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élue(s), et est suivie par un très grand nombre de sympathisant(e)s.

22 février 2022

## **Résultats de l'enquête de la CeA sur le retour à une région Alsace**

### **Communiqué de l'ICA**

L'Initiative citoyenne alsacienne (ICA) se félicite des résultats obtenus par l'enquête proposée aux Alsaciennes et Alsaciens au sujet de savoir s'ils souhaitaient que l'Alsace sorte du Grand Est et redevienne une Région à part entière. Ces résultats confirment ceux des sondages, en particulier d'IFOP qui tous en miroir constituaient autant d'appels à consultation. Ils ont une forte portée politique.

On entend les détracteurs dénoncer le cadre non référendaire de l'opération, mais les a-t-on entendus demander que la possibilité soit donnée aux Collectivités d'organiser un vrai référendum sur le sujet ? On entend les mêmes dire que seuls 12 % du corps électoral ont répondu à l'enquête et oublient que les conseillers régionaux majoritaires du Grand Est n'ont été élus que par 10 % du corps électoral. On entend les détracteurs taxer les Alsaciennes et les Alsaciens à la fois d'égoïsmes et de repli sur soi.

Pour nous qui rencontrons régulièrement de nombreuses Alsaciennes et de nombreux Alsaciens dans nos nombreuses réunions et aussi récemment sur les marchés, les motivations principales de celles et de ceux qui ont répondu positivement à l'enquête tiennent du sentiment d'appartenance et de la réparation de la non-consultation en 2014, lorsque se mettait en place la réforme régionale devant aboutir à la fusion.

Alors qu'ils ont toujours été de bons enfants de la République et ont courbé l'échine devant l'imposition de maints alignements, ne plus exister collectivement en tant qu'Alsaciens dans une institution régionale est ressenti par eux comme une grande injustice, tout comme l'est le non-respect par la France de sa signature de la Charte européenne de l'autonomie locale qui demande que, lorsque l'on envisage la modification du contour des collectivités existantes, les populations concernées soient directement ou indirectement consultées.

Ils n'ont jamais refusé les coopérations et les associations tant vers l'Ouest que vers l'Est, sans d'ailleurs toujours pouvoir les mettre en œuvre. Ils sont conscients des particularismes que possède l'Alsace et qu'ils doivent pouvoir les définir et les gérer en propre tout en gérant évidemment en commun avec le reste de la nation ce qui est commun. Ils sont conscients que la réforme n'a pas apporté de grands progrès. Les nouvelles régions n'ayant guère plus de pouvoirs et de moyens que les anciennes.

Qu'a donc fait le Grand Est que l'ancienne région alsacienne n'aurait pu faire ? Le prétexte de créer de grandes régions pour les mettre à hauteur des régions européennes ne tient pas non plus. Exemple, le budget du Grand Est est dix fois inférieur à celui du Bade-Wurtemberg voisin. La fusion est donc largement ressentie comme étant un coup pour rien et avec un coût sans réelles contreparties, sans réel retour sur investissement. Bref, ils ne sont pas satisfaits et cela est confirmé une fois de plus.

**Et maintenant**, *wie geht es weiter* (et la suite) ? En démocratie, il convient d'entendre les demandes citoyennes et de les satisfaire. La balle est dans le camp du pouvoir, central d'abord, mais aussi du pouvoir local. D'une certaine façon nous pouvons dire que la base citoyenne et les associations ont parlé. C'est maintenant à la classe politique, tant nationale que locale, de prendre les choses en main.

Déjà le Conseil d'Alsace se doit, **dans une délibération ou une motion**, de démontrer clairement qu'il souhaite le retour à une région Alsace et le même, au travers de son président, se doit de s'adresser aux candidats à l'élection présidentielle afin de connaître leur intention quant à la question posée. Déjà celles et ceux de **la classe politique alsacienne** qui partagent le « désir d'Alsace » se doivent de sortir de la zone de confort, **d'affirmer clairement** dans le cadre d'une plateforme leur volonté commune de voir **aboutir ce dossier et d'y travailler**.

Et déjà **les futurs candidats aux élections législatives** se doivent de prendre position. Enfin, la classe politique alsacienne, en particulier **les Parlementaires**, doit travailler à **élaborer une procédure parlementaire** permettant à l'Alsace de retrouver un cadre régional plein et entier. Concernant cette démarche, il nous semble que la demande de création d'une collectivité à statut particulier serait la meilleure, à la fois **quant à la procédure et quant aux pouvoirs et aux moyens** dont l'Alsace devrait disposer.

Dans ce dossier, l'Alsace se devrait aussi de prendre **le chef de filât d'un débat à conduire et de propositions à formuler au niveau national** quant au mode de gouvernance concernant à la fois les compétences et les périmètres des Régions. Pour ce faire, la classe politique évoquée ci-dessus devrait travailler à **fédérer** autour d'elle les classes politiques d'autres régions de France.

De leur côté, les citoyens et les clubs de réflexion doivent être tenus informés des démarches, comme ils doivent rester vigilants et continuer à exprimer leurs demandes et à exercer les nécessaires pressions.

En conclusion toute provisoire, nous tenons à remercier une fois de plus le président Bierry et le Conseil d'Alsace de l'initiative prise. Les deux viennent d'entrer brillamment dans l'histoire de l'Alsace. Les Alsaciennes et les Alsaciens leur ont donné les clés de **la maison Alsace, à eux de la meubler**. Le temps n'est plus au fameux « complexe alsacien ». Il est désormais à la très noble *Konfliktfähigkeit*, c'est-à-dire à la capacité d'entrer en conflit, de le gérer de manière constructive et, si possible, de l'éviter en amont.

Pierre Klein, président.

[www.ica.alsace](http://www.ica.alsace)  
[ica.2010@orange.fr](mailto:ica.2010@orange.fr)  
[president@ica.alsace](mailto:president@ica.alsace)